

PLF 2026 : menaces sur le devenir des jeunes

L'Union nationale des Missions Locales (UNML) alerte sur les conséquences économiques que fait peser le désinvestissement de l'État dans l'aide à l'insertion sociale et professionnelle des jeunes, et formule des propositions pour l'avenir.

Les jeunes sont, en France, les premiers touchés par la crise économique : 1 jeune sur 4 ⁽¹⁾ vit en dessous du seuil de pauvreté, la moitié des personnes pauvres a moins de 30 ans⁽²⁾, le taux de chômage atteint 18,8% chez les jeunes de 15 à 24 ans ⁽³⁾. Dans ce contexte, réduire le budget d'aide à l'entrée dans la vie professionnelle des jeunes aurait un coût économique et social élevé qui aggraverait les difficultés actuelles.

(Sources : 1 DRESS – 2 Rapport sur la pauvreté de L'Observatoire des inégalités – 3 INJEP)

Les Missions Locales accompagnent chaque année plus de 1,1 million de jeunes vers l'autonomie et l'accès à l'emploi, soit 1 jeune sur 7 âgés de 16 à 25 ans, parmi lesquels les jeunes les plus fragilisés. Le PLF 2026 prévoit une baisse de 13% du financement des Missions Locales ce qui représenterait 1081 suppressions d'emploi ETP (estimation UNML) dans les 430 Missions Locales qui maillent le territoire, et une dégradation certaine de la qualité de l'accompagnement.

Des baisses successives de financements et un afflux massif de jeunes dans les Missions Locales

Ce projet de baisse des financements des Missions Locales intervient immédiatement après la baisse de 2025 (-6,8 %). Le réseau des Missions Locales subit donc une baisse des financements d'État de près de 20 % en 2 ans.

Dans le même temps, les Missions Locales accompagnent de plus en plus de jeunes pour lesquels les besoins d'accompagnement s'intensifient. Et elles sont soumises à une productivité de plus en plus importante.

- En 2025, les impacts de la loi pour le plein emploi pour le réseau des Missions Locales ont conduit à une augmentation du nombre de jeunes orientés par France Travail.
- Le développement du partenariat avec l'Éducation Nationale, notamment dans le cadre de l'obligation de formation, de la réforme des lycées professionnels et de la généralisation du dispositif Avenir Pro, a abouti à un afflux massif de jeunes.
- Depuis le 1er septembre 2025, le nombre des premiers accueils en Mission Locale a augmenté de 8%, sans explication structurelle, et de 10% concernant les mineurs.

(Source : Système d'information des Missions Locales)

- Les Missions Locales adaptent en continu les modalités de leur accompagnement aux changements qu'elles observent chez les jeunes.

Avec ces baisses de financements, de plus en plus de Missions Locales se retrouvent dans des situations financières difficiles. Aujourd'hui, sur les 430 Missions Locales, 20 % sont en grande difficulté financière.

Les jeunes accompagnés par les Missions Locales : un investissement sociétal plus que nécessaire pour l'avenir de notre pays et la compétitivité de notre économie

Le financement de l'accompagnement des jeunes est une composante essentielle du développement économique et social des territoires. En effet, chaque jeune accompagné vers l'emploi contribue à la vitalité économique locale et à la cohésion sociale : qu'il soit, à l'issue de son accompagnement, salarié ou créateur d'entreprise, il devient un acteur de la vie économique.

La forte diminution des crédits alloués aux Missions Locales aurait, à l'avenir, des incidences négatives sur la situation économique et budgétaire de notre pays.

Préparer l'avenir en aidant les jeunes à préparer le leur : le réseau des Missions Locales formule des propositions pour le PLF 2026

Maintenir les efforts consentis dans la durée permettra à toujours plus de jeunes de trouver leur place dans la société et de contribuer au développement économique des territoires.

L'UNML appelle solennellement à revoir à la hausse le budget consacré à l'insertion des jeunes sur le marché du travail.

- Le maintien des financements du réseau des Missions Locales pour 2026 à hauteur des crédits prévus par la loi de finances initiale pour 2025.
- La mise en place d'un fonds d'urgence par l'État pour les Missions Locales en difficulté financière.
- La reconduction de l'objectif de 200 000 jeunes engagés dans un Contrat d'Engagement Jeune en 2026.
- Le maintien du budget PACEA à la hauteur des besoins définis dans le cadre de la stratégie nationale de lutte contre la pauvreté des jeunes au niveau de la loi de finances initiale de 2025 à hauteur de 53 M€.

Pour Stéphane Valli, président de l'Union nationale des Missions Locales, *"Les jeunes accompagnés par les Missions Locales constituent un investissement sociétal plus que nécessaire pour l'avenir de notre pays et la compétitivité de notre économie. Ils ne sont pas une charge pour la société, mais une ressource pour l'avenir, ne les sacrifions pas."*

À propos de l'UNML

L'Union nationale des Missions Locales (UNML), association loi 1901 créée en 2003, assure à la fois l'animation du réseau des Missions Locales et leur représentation auprès des acteurs publics, économiques et sociaux. Elle assure également la fonction de syndicat d'employeurs de la branche professionnelle des Missions Locales qui regroupe plus de 15 000 salariés.

Le réseau national des Missions Locales se compose de 430 structures, présidées par les élus locaux. Avec 6 800 lieux d'accueil, il maille l'ensemble du territoire métropolitain et ultramarin. Ce sont plus de 1,1 million de jeunes qui sont accompagnés chaque année par les Missions Locales dans leur parcours d'insertion, avec la prise en compte globale de leurs attentes.

<https://www.unml.info>

Contacts médias

Claude Foucault – Agence JetCom – cf@jetcom.fr – 06 80 12 56 44

Édith Le Gourrier – Directrice du pôle Communication et Événementiel - UNML -
elegourrier@unml.info - 06 35 82 20 46